

LES PEUPLES AUTOCHTONES DU GRAND NORD

Entretien avec Boris Chichlo

La Doc. française | « *Le Courrier des pays de l'Est* »

2008/2 n° 1066 | pages 20 à 34

ISSN 0590-0239

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-2-page-20.htm>

!Pour citer cet article :

« Les peuples autochtones du Grand Nord. Entretien avec Boris Chichlo », *Le Courrier des pays de l'Est* 2008/2 (n° 1066), p. 20-34.

Distribution électronique Cairn.info pour La Doc. française.

© La Doc. française. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les peuples autochtones du Grand Nord

Entretien avec Boris Chichlo

Après six ans passés à l'Académie des Beaux-Arts de Leningrad et sanctionnés par la soutenance, en 1966, d'un mémoire de maîtrise sur les «Statues en pierre des Turcs anciens», et une première mission, en 1965, en Sibérie méridionale, Boris Chichlo décide d'abandonner l'archéologie pour se consacrer à l'étude des cultures vivantes. C'est donc à la Faculté d'ethnographie et d'anthropologie physique de l'Université de Leningrad qu'il poursuit son cursus, tout en menant des recherches de terrain en Sibérie septentrionale (Tchoukotka, Yakoutie arctique) ; en 1972, il soutient sa thèse de doctorat intitulée «Sources du culte des ancêtres». Contraint à l'exil en 1977, il choisit la France, le pays de son épouse, où il va poursuivre ses travaux sur les transformations des sociétés autochtones sibériennes, sans plus avoir à subir la censure. Il soutient une deuxième thèse de doctorat en 1985 à Paris-Sorbonne sur l'anthropologie soviétique et les problèmes de la société sibérienne, puis intègre le CNRS. Il y fera partie du laboratoire «Dynamique de l'évolution humaine : individus, populations, espèces», avant de rejoindre l'équipe de recherche «Eco-anthropologie et ethnobiologie», rattachée au Muséum national d'Histoire naturelle. Depuis 1965, il a effectué plus d'une trentaine d'expéditions en Sibérie et dans le Grand Nord, dont plusieurs à dimen-

sion internationale dont il assuré la direction scientifique.

Cette interview a été réalisée en février 2008, peu avant que Boris Chichlo reparte pour une nouvelle mission, cette fois auprès des populations vivant au nord du lac Baïkal.

La rédaction – Quels sont les peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient ? Combien sont-ils aujourd'hui ?

Boris Chichlo – Tout d'abord, il faut préciser que les textes législatifs de la Fédération de Russie distinguent officiellement deux types de peuples autochtones en fonction de leur taille. Le premier englobe des peuples comme les Sakhas (Yakoutes), les Bouriates, les Touvas ou les Khakasses qui, au total, comptent 1 200 000 personnes et ont leurs propres républiques. Le deuxième type regroupe quarante et un peuples minoritaires dont dix-sept ne dépassent pas 1 500 individus. Selon les chiffres du dernier recensement de 2002, ils représentent 226 000 personnes environ, soit près de 0,2 % de la population de la Fédération. Tous ces peuples se répartissent sur cet immense espace qui couvre les deux tiers du territoire de la Russie et s'étend de la presqu'île de Kola, à l'Ouest, à la Tchoukotka et au fleuve Amour, à l'Est.

Les minorités sibériennes ont subi, au cours des quatre derniers siècles, les épreuves les plus terribles de leur histoire. C'est pourquoi une des mesures les plus urgentes prises par les premiers anthropologues soviétiques fut d'établir une liste de ces minorités afin de les placer sous la protection de l'Etat. En 1925, le Comité exécutif national et le Conseil des commissaires du peuple identifient, par décret spécial, 26 minorités du Grand Nord en fonction de critères bien précis : effectif faible (moins de 50 000 personnes) ; activités traditionnelles (renniculture, chasse, pêche, cueillette) ; mode de vie (nomadisme, pastoralisme) ; organisation spécifique socio-économique. On peut être surpris de constater qu'un certain nombre de peuples figurant dans cette liste n'ont rien à voir avec la notion géographique de Grand Nord puisqu'ils vivent entre le 54° parallèle – pour les Tofalars – et le 46° (approximativement, la latitude du lac de Genève) – pour les Oudéguès. Mais il faut savoir que les conditions climatiques de ces contrées, en hiver notamment, sont très proches de celles des hautes latitudes sibériennes. Inversement, des ethnies répondant pourtant à ces critères s'en sont trouvées exclues, comme les Soïotes, les Téléoutes, les Kamtchadales... Le même arbitraire a présidé dans les années 1920, à la division administrative du pays et à l'attribution d'un statut aux différents territoires. Les uns ont obtenu celui de république autonome (Yakoutie, Khakassie, Bouriatie...), d'autres celui d'arrondissement autonome (des Tchouktches, des Koriaks...), certains, enfin, ont été rattachés à l'administration des régions (du Kamtchatka, de Magadan...). L'adjectif «autonome» accolé à toutes ces entités territoriales n'a jamais eu véritablement de sens. Ce qu'a, d'ailleurs, confirmé la politique centralisatrice de Vladimir Poutine. De 2005 à 2008, six de ces arrondissements «autonomes» ont disparu (absorbés par de plus grandes entités territoriales) à la suite de référendums «populaires

démocratiques» : c'est le cas de l'arrondissement des Komi-Permiaks, des Evenkes, des Koriaks, de Taïmyr (Dolgano-Nénetski), ainsi que de deux arrondissements bouriates : Oust-Ordynski et Aguiniski. Leur disparition a marqué en Russie la fin de la première et le début de la deuxième Décennie internationale des populations autochtones (respectivement 1995-2004 et 2005-2014) proclamées par l'Onu.

Jusque dans les années 1980, ces différentes minorités ont été appelées «petits peuples du Nord» (*malye narody severa*, en russe). Mais avec le réveil de la conscience nationale, à l'avènement de la perestroïka gorbatchévienne, cette terminologie, jugée péjorative, a été abandonnée au profit d'une expression censée être plus objective : «peuples à faibles effectifs» (*malotchislennye narody*), qui articule avant tout l'importance numérique (quantitative et non qualitative) des groupes ethniques les uns par rapport aux autres.

La rédaction – Peut-on revenir sur ces peuples qui ont fait reconnaître leur identité au cours de ces vingt dernières années ?

Boris Chichlo – Le vent de démocratisation apporté par la perestroïka, puis par l'effondrement du communisme, a encouragé toutes ces minorités à sortir de l'ombre, à refuser de continuer à être fondues dans une sorte de *melting-pot* d'où devait émerger *l'homo sovieticus* et, donc, à affirmer une identité ethnique et une culture propres. Par ailleurs, un certain nombre de lois ont été votées dans les premières années de la transition, qui accordaient aux minorités droits et avantages spécifiques. Dans ces conditions, on comprend pourquoi les Soïotes, par exemple, qui vivent dans les monts Saïan et étaient enregistrés comme Bouriates (et donc classés parmi les peuples à effectif important ne pouvant se prévaloir des lois en question), ont cherché à faire

reconnaître leurs droits. Autre cas, celui des Chors : ils avaient cessé d'exister en tant que tels en 1939 quand le territoire (riche en ressources minières) où vivait la majorité d'entre eux a perdu son statut d'«arrondissement national» pour retomber sous l'aile de l'Etat, au motif que l'intelligentsia chore avait participé à un «complot contre-révolutionnaire».

Le cas des Kamtchadales, qui vivent au Kamtchatka depuis bien des siècles, est plus embrouillé encore. C'est essentiellement l'ouvrage de Stepan Kracheninnikov (membre de la deuxième expédition ordonnée par Pierre le Grand dans la région et conduite par Vitus Bering), traduit en français peu après sa publication, qui a fait connaître ce peuple. Cependant, les Kamtchadales décrits par Kracheninnikov sont surtout des Itelmènes auxquels les colons russes, arrivés au XVII^e siècle, ont donné le nom de *kamtchadaly*, littéralement : «habitants du Kamtchatka». Les descendants de ces colons – métis issus des unions avec les femmes indigènes – ont formé au cours des siècles un groupe «ethnique» à part, lequel, pour se distinguer des Itelmènes, Koriaks et autres peuples de la péninsule, se sont approprié l'ethnonyme «Kamtchadales». Et comme la plupart d'entre eux continuent à mener un mode de vie basé sur l'utilisation des ressources renouvelables, ils ont revendiqué, à l'avènement de la perestroïka, leur «autochtonie» pour jouir des mêmes droits sur les quotas de pêche que les Itelmènes. C'est ainsi que, le 24 mars 2000, les Kamtchadales sont parvenus à se faire reconnaître en tant que groupe ethnique et leur nom a été ajouté à la liste des «minorités du Grand Nord», qui comprend désormais 40 peuples. Mais cette reconnaissance officielle ne les a pas empêchés de devoir prouver leur authenticité et d'avoir à surmonter l'hostilité et la résistance de l'administration locale qui dispose d'un grand pouvoir dans la

mesure où c'est elle qui distribue les quotas pour la pêche au saumon, ce qui lui procure d'énormes profits.

Il faut enfin ajouter que l'exemple de ce groupe «ethnique» pose une fois de plus la question du sens exact des termes «*korennye narody*» employés en Russie et traduits en français par «peuples autochtones», ce qui signifie, en fait, «peuples enracinés [dans leur terre]». Déjà, sur le plan sémantique, ils paraissent quelque peu imprécis. Si l'on prend l'exemple de certains groupes de Russes ou de Sakhas (Yakoutes) qui habitent dans l'Arctique sibérien depuis le XVII^e siècle, qui, tout en y étant minoritaires, considèrent ces contrées comme leur patrie/leur terre et qui, par leur activité et leur mode de vie traditionnel (pêche, chasse et renniculture), assurent avec les autochtones reconnus le développement durable de cette zone fragile du pays, on comprend combien, sur le plan législatif, l'expression «*korennye narody*» est délicate à manier. C'est pourquoi l'association RAIPON (voir *infra*), qui collabore étroitement avec les anthropologues compétents, est bien davantage que tous les apparatchiks du Kremlin en mesure d'évaluer combien sont les représentants de ces *korennye malotchislennye narody* pouvant prétendre à juste titre au soutien de l'Etat : elle estime leur nombre total à 300 000.

La rédaction – Quel est aujourd'hui le peuple numériquement le plus important ?

Boris Chichlo – Les Nénetses : lors du recensement de 2002, ils étaient 41 302. Ils se répartissent entre les régions d'Arkhangelsk, de Tioumen et de Krasnoïarsk et possèdent le cheptel de rennes domestiques le plus important du pays (et du monde) : 600 000 têtes au total. De tous les groupes ethniques, ils sont ceux qui ont le mieux réussi à préserver leur mode de vie et d'organisation sociale : ils sont, en effet, encore

nombreux à nomadiser, restant de quatre à dix jours sur un même lieu de campement, avant d'aller chercher plus loin le lichen dont se nourrissent leurs rennes. A l'autre extrême, un des plus petits peuples de la planète est représenté par les Kérèkes qui vivent tous dans l'arrondissement autonome de la Tchoukotka. Le RAIPON dénombre une centaine de représentants de ce peuple, mais selon le recensement de 2002, il n'en resterait plus que huit.

La rédaction – Quels ont été, au cours des siècles, les rapports entre ces peuples et l'Etat ?

Boris Chichlo – Les sociétés autochtones n'ont jamais eu besoin de l'Etat pour exister. C'est l'Etat, au contraire, qui avait besoin de ces «sauvages», car ils l'enrichissaient en lui versant le *yasaq*, cet impôt obligatoire en fourrures précieuses. La zibeline, cet ancien symbole de la Sibérie, a attiré les cosaques et autres aventuriers sur ces terres lointaines, les attirant jusqu'en Alaska et en Chine. A l'inverse des autres pays coloniaux, la Russie n'avait aucun intérêt à posséder des territoires vides d'habitants (on se souviendra de la Tasmanie !). Les chasseurs de la taïga et de la toundra lui étaient indispensables comme pourvoyeurs de richesse. Il est vrai, néanmoins, que ces petites sociétés, livrées à la violence des cosaques, ravagées par des épidémies jusque-là inconnues et obligées de se réorienter vers la chasse aux animaux à fourrure, inutile pour leur subsistance quotidienne, se sont bien souvent retrouvées à un seuil critique de leur existence...

Au début du XIX^e siècle, une commission spéciale conduite par Mikhaïl Mikhaïlovitch Speranski, haut fonctionnaire et juriste, a été mandatée par le tsar Alexandre 1^{er} pour recueillir des informations sur la situation des peuples sibériens et proposer des mesures en vue d'améliorer leurs conditions de

vie. Cette mission aboutit à l'adoption en 1822 du «Code de gestion des peuples indigènes» qui classait ces populations en trois groupes : nomade, pastoral et sédentaire, et leur octroyait, au sein de l'Empire russe, une législation spécifique et respectueuse de leurs habitudes. Ce Code leur a permis d'appliquer leur droit coutumier dans la vie de tous les jours, et ce, jusqu'à l'instauration du pouvoir soviétique. C'est ainsi, par exemple, qu'il fut interdit aux étrangers venant de Russie de s'installer sur les territoires appartenant aux sociétés autochtones et d'y pratiquer la chasse ou la pêche sans leur autorisation. De même, fut garantie à toutes ces sociétés autogestionnaires la liberté du culte.

L'instauration du pouvoir soviétique a provoqué, dans la vie de tous ces peuples, un bouleversement profond et à leurs yeux incompréhensible. Les bolcheviks, mandatés par Petrograd et Moscou, voulaient tout changer pour «arracher aux ténèbres millénaires ces peuples sans culture» et «les libérer du joug de l'exploitation des koulaks». Le premier sujet d'incompréhension concernait la terre. Pour les peuples animistes, en effet, la notion de propriété n'existe pas dans le «monde du milieu» où vivent les hommes : pour eux, l'espace terrestre et aquatique, tout comme le monde supérieur (céleste) et le monde inférieur (souterrain) sont gouvernés par des esprits qu'il faut se concilier en les honorant de toutes sortes de rites pour s'assurer une vie, sinon prospère, du moins épargnée par les malheurs. Or, désormais, au motif que l'Etat était devenu propriétaire des terres, des rivières, des forêts et des lacs et que des délimitations entre les régions, les arrondissements et autres districts avaient été fixées, il fallait en passer par les fourches caudines d'un fonctionnaire pour avoir le droit de pêcher et de chasser, obtenir les quotas nécessaires et recevoir l'autorisation d'aller d'un territoire à l'autre.

Mais d'autres épreuves se sont encore abattues sur eux : le chamanisme a été banni et avec les chamanes a disparu, entre autres, la connaissance des plantes médicinales et les pratiques médicales traditionnelles. Chez les Evenkes, les Khantes et les Nivkhes, la Fête de l'ours a été remplacée par le culte de nouvelles idoles (Lénine et Staline), l'esprit du Parti communiste s'est imposé partout, cherchant à évincer les âmes des ancêtres qui peuplent la taïga et la toundra... Les nomades ont été sédentarisés de force, les troupeaux de rennes collectivisés et leurs propriétaires contraints d'intégrer les kolkhozes et les sovkhoses. Un exemple peut nous aider à mieux saisir cette transformation : en 1926, avant la collectivisation, quand la Tchoukotka était peuplée essentiellement d'ethnies autochtones (Tchouktches et Esquimaux-Yuits), on dénombrait plus de 1 300 communautés d'éleveurs de rennes, propriétaires d'un total de 557 000 bêtes. A cette époque, l'environnement, les hommes et les animaux formaient un ensemble assez harmonieux et autogestionnaire. Vers la fin de l'expérience soviétique, pourtant menée «sur une base scientifique», il ne restait plus que 27 entreprises dans lesquelles l'Etat regroupait les bêtes et les hommes-ouvriers des sovkhoses.

Par ailleurs, il ne faut ni oublier ni sous-estimer les effets destructeurs du Goulag. Une fois les terres sibériennes transformées en zones de camps, les autochtones ont été *de facto* inclus dans le système concentrationnaire, étant mis à contribution soit pour approvisionner l'armée des bourreaux, prêts à réquisitionner à tout moment une partie du cheptel ou les produits de la chasse et de la pêche, soit pour collaborer à la capture des évadés moyennant récompense. En outre, il est désormais établi que ces peuples à faibles effectifs ont eux aussi perdu nombre de leurs proches dans ces mêmes camps...

Certes, il faut reconnaître que la collectivisation, cette «globalisation» à l'échelle de l'URSS, a fait tomber nombre de cloisons entre les groupes ethniques, gommant les différences affirmées par les signes culturels et, avec elles, l'hostilité nourrie par les traditions et les légendes anciennes. Contrairement à ce qui était de règle par le passé, il n'est pas rare aujourd'hui de voir un Yakoute devenir renniculteur, un Evène élever des chevaux ou un Mansi cultiver la pomme de terre. Mais le prix à payer pour ce progrès a été exorbitant.

Il ne faut pas non plus ignorer que, durant la période soviétique, les peuples sibériens ont pu accéder à l'enseignement et être formés à de nouvelles professions. Mais il convient de nuancer ce constat, car les autochtones qui rentraient au pays après plusieurs années d'études étaient loin de pouvoir tous occuper des emplois correspondant à leurs diplômes : l'un, bien qu'ayant le titre de professeur du secondaire, n'obtenait, au mieux, qu'un poste d'instituteur dans une école maternelle ; tel autre, docteur en médecine, ne trouvait à s'employer que comme infirmier... Les professions les plus gratifiantes et les plus lucratives étaient toutes exercées par les Russes attirés dans ces zones inhospitalières par le «long rouble», selon l'expression alors en cours qui désignait les primes importantes versées à ces nouveaux «colons».

La rédaction – Quelles ont été les conséquences des départs massifs des Russes au lendemain de l'éclatement de l'URSS pour les autochtones et, plus généralement, comment ces derniers ont-ils ressenti la disparition du système soviétique ?

Boris Chichlo – Le départ massif des Russes a représenté une véritable catastrophe. En quittant le Grand Nord, ils ont laissé en déshérence des secteurs

entiers d'activité, comme l'administration régionale et locale, la justice, les services communaux et, surtout, l'éducation et la santé. Les autochtones n'ont pas été formés en nombre suffisant à ces différentes fonctions, voire n'ont pas été formés du tout. Quant aux budgets locaux, ils n'avaient absolument pas les moyens de prendre le relais de l'Etat là où celui-ci se désengageait.

Bien qu'ils aient eu à souffrir de la soviétisation, nombreux sont les autochtones qui, aujourd'hui, vont presque jusqu'à la regretter. Dans l'ensemble, ils ont eu beaucoup de mal à s'adapter aux nouvelles conditions économiques. Les uns, éleveurs expérimentés, ont abandonné leur métier pour se consacrer à la pêche dans l'espoir de s'assurer plus de revenus que ceux procurés par la viande de renne, mais sans toujours réussir cette reconversion. D'autres se sont lancés dans l'artisanat dont la demande est pourtant bien modeste, ou dans le commerce, réputé rapporter gros. Privés brutalement de tout ce qui rythmait leur vie – le clairon matinal appelant les jeunes pionniers à «servir la société», l'hélicoptère déchargeant ses cargaisons de marchandises livrées «gratuitement» par le sovkhoze-«millionnaire», la distribution de la paye ou les décorations distinguant les éleveurs-ouvriers de choc –, ils sont complètement désorientés et ont le sentiment de vivre beaucoup moins bien qu'auparavant. De fait, ils s'entassent dans des villages où ils ne trouvent pas de travail et sombrent bien vite dans l'alcoolisme : le taux de suicide est particulièrement élevé et nombreuses sont les rixes se terminant par la mort d'un ou de plusieurs protagonistes. Dans l'ensemble du Grand Nord, 40 % des décès seraient dus à des causes violentes et, selon les données du recensement de 2002, l'espérance de vie à la naissance y est de plusieurs années inférieure à la moyenne nationale qui, elle-même, est déjà peu élevée.

J'ai eu plusieurs fois l'occasion de constater depuis 1990 que le départ des Russes se traduisait par une augmentation de l'offre de logements (je me souviens, notamment, de la bourgade de Tcherski, au nord-est de la République de Yakoutie, construite par la main-d'œuvre du Goulag). Mais les immeubles en béton de quatre étages, mal isolés, ne sont pas les constructions les mieux adaptées aux conditions climatiques. Quand la centrale thermique tombe en panne, chauffer un appartement dans ce genre de bâtiment est impossible et les habitants en viennent à regretter les vieux poêles d'antan dans les maisons en bois (brûlées par la nouvelle administration) ou même les simples feux qu'on allumait sous la *yaranga* (tente faite d'une structure de bois recouverte de peaux de rennes) où ils ont passé leur enfance.

La rédaction – Quels sont les droits spécifiques dont bénéficient aujourd'hui les minorités nationales ? Et sont-ils respectés ?

Boris Chichlo – Il est incontestable que, depuis le début des années 1990, les rapports entre les peuples autochtones et les autorités de la Russie ont pris un nouveau tournant. Ceux-ci peuvent désormais se prévaloir de l'article 69 de la Constitution de la Fédération de Russie qui, conformément aux normes et principes internationaux, proclame les droits des peuples autochtones à la préservation et au développement de leur mode de vie, de leurs cultures respectives et de leurs langues. En 1999, la Douma a adopté une série de lois garantissant ces droits. Elles concernent, par exemple, l'attribution de quotas dans l'enseignement technique et supérieur, offrant ainsi la possibilité à certains membres de ces nationalités d'entrer à l'université ou dans un établissement technique sans avoir à passer d'examen, comme cela est de règle. L'accès aux hôpitaux et aux centres de soins est facilité et les

allocations familiales sont plus avantageuses que celles versées aux autres familles russes. Mais il faut surtout mentionner la loi fédérale qui donne aux autochtones la priorité pour l'exploitation des ressources renouvelables (la faune et la flore) du territoire sur lequel ils vivent. Une loi tant attendue par les peuples de la toundra, de la taïga et de la steppe et que Vladimir Poutine a signée le 7 mai 2001, le jour de son intronisation au poste de Président du pays.

On ne peut que se réjouir de l'existence d'une couverture légale aussi favorable, mais le problème vient de ce que les textes d'application n'ont jamais été adoptés, si bien que cette loi reste lettre morte. D'innombrables plaintes à ce sujet sont adressées à Moscou de toutes les régions de Sibérie. Les spécialistes russes en anthropologie juridique dénoncent eux aussi l'absence d'un mécanisme permettant de faire appliquer cette loi, ce qui prive les peuples autochtones du Grand Nord de la possibilité d'être en toute légalité propriétaires de terres où exercer leurs activités traditionnelles. Sans titre officiel de propriété, les représentants des communautés autochtones ne peuvent obtenir de permis de longue durée pour la chasse, d'autorisations pour le commerce des fourrures ou de quotas pour les produits de la pêche destinés à leur consommation personnelle. Les territoires qui leur ont été attribués par le passé sont vendus par les autorités locales, généralement pour l'exploitation du bois. Leurs terres ancestrales sont louées à d'autres, si bien que lorsqu'ils y chassent ou y pêchent, ils se retrouvent accusés de braconnage, leurs fusils ou leur matériel de pêche sont confisqués, ainsi que tout le poisson ou le gibier qu'ils ont eu tant de mal à attraper.

Cette situation a été dénoncée encore tout récemment par Sergueï Karioutchi, un Nénétese, président de l'Association

RAIPON et vice-gouverneur de l'arrondissement autonome des Nenets de Iamal, une des principales régions productrices de gaz. Comme il le rappelle, partout dans le monde, un individu qui trouve un trésor dans sa propriété doit le restituer à l'Etat, mais il a le droit d'en conserver une partie. En Russie, cette proportion a été fixée à 25 %. Les Nénétses n'en demandent pas tant et se contenteraient bien du centième des bénéfices que rapporte l'exploitation du gaz sur leur territoire. Mais même cela ils ne l'obtiennent pas et il leur faut quémander auprès de Gazprom et des autres grandes sociétés productrices d'hydrocarbures ce qui leur est dû. Et au final, ils doivent se satisfaire de rouleaux de fil de fer pour les corral à rennes, de motoneiges et de quelques centaines de litres d'essence, cette richesse extraite de leur terre natale et dont ils ont à subir la pénurie latente, alors qu'elle coule à flots jusqu'en Europe occidentale... En Alaska, au Canada, les autochtones aussi perçoivent une partie de la rente procurée par les ressources de leur territoire. Mais chez eux, au moins, la législation est bien appliquée.

Plus grave encore, les droits des minorités de Sibérie sont bafoués par l'exploitation sauvage – commencée durant la période soviétique – des ressources de la région, qui a détruit tout leur environnement naturel et, avec lui, leurs moyens de subsistance : la toundra est rongée par la pollution industrielle, défigurée par les puits de pétrole et de gaz, ainsi que par les oléoducs et gazoducs qui barrent les itinéraires empruntés par les rennes lors de la transhumance ; dans la taïga, l'abattage des arbres transforme les territoires de chasse ancestraux en vastes étendues dénudées ; la pêche, dans les rivières ou en mer est, elle aussi, victime de la pollution et, de plus, soumise à des quotas. A titre d'exemple, les Toubalars, qui vivent dans la République de l'Altaï, ont récemment protesté auprès

d'une entreprise forestière contre les coupes arbitraires, effectuées dans leur région, de «cèdres» (*pinus sibiricum*, espèce sibérienne), ces arbres dont ils récoltent les pignes pour faire de l'huile et dont les vastes forêts constituent une zone traditionnelle de chasse et de cueillette. Ils se sont vu opposer une fin de non-recevoir de la part de l'entreprise qui s'est retranchée derrière l'absence de textes transposant les lois fédérales sur les cas concrets, et qui a mis en avant le manque total de réglementation en matière de protection de l'environnement.

La rédaction – A-t-on assisté à un retour des traditions après 1991 ?

Boris Chichlo – Quand les ethnologues occidentaux ont commencé à étudier les peuples du Grand Nord russe, à la fin des années 1980, ils ont été frappés de constater que la plupart continuaient à vivre dans les conditions décrites par des auteurs de l'anthropologie classique, une situation unique que l'on n'observait ni chez les autochtones du Groenland, ni chez les Amérindiens de l'Alaska, ni chez les Inuits du Canada... En fait, c'est la pauvreté qui a contraint ces peuples à perpétuer le mode de vie des générations précédentes : comme dans le passé, l'élevage, la chasse, la pêche, la cueillette assurent leur survie avec les méthodes et les moyens ancestraux. Aujourd'hui encore, nombreux sont les objets les plus courants (vêtements, chaussures, tentes pour les nomades, traîneaux, skis, ustensiles de cuisine, etc.) confectionnés à la maison avec des matériaux naturels, comme le bois, l'écorce, la peau, les os et la fourrure des animaux, ou les tendons de rennes que les femmes utilisent pour coudre les vêtements de toute la famille. Les Tchouktches habitent encore dans des *yarangas* et les Nénetses dans des *tchoums* qu'ils démontent parfois tous les quatre jours pendant la période de transhumance ! Ils se plaignent d'ailleurs souvent des difficultés pour

transporter ces tentes, les installer, les replier... Je me souviens des prototypes d'habitats transportables fabriqués avec des matériaux légers qui ont été présentés, dès les années 1960, dans de grandioses expositions à Moscou. Mais, bien évidemment, ils n'étaient pas destinés aux peuples du Grand Nord, pas plus d'ailleurs que les vêtements bien adaptés au froid que revêtent les alpinistes, par exemple.

Le recours aux pratiques anciennes s'est encore intensifié avec le passage à l'économie de marché qui a très sensiblement aggravé la précarité des conditions de vie des autochtones. Ainsi, ils ont recommencé à confectionner et poser des pièges pour remplacer les fusils devenus trop chers, à utiliser des racines, des écorces, du cuir à la place du fil de fer ou des cordes industrielles, pour fabriquer les traîneaux, etc. Autre constat : l'élevage de chiens est remis en honneur, tandis que le nombre de rennes d'attelage ne cesse d'augmenter depuis le début des années 1990. Une raison très simple à cela : les motoneiges et l'essence – quand il y en a – ont atteint un prix prohibitif. C'est une réadaptation à la situation actuelle. Mais je ne peux pas oublier l'amertume avec laquelle l'écrivaine dolgane Ogdo Aksionova, que je visitai en mars 1993 dans sa demeure vétuste de Doudinka, me confia : «Nous reculons dans le passé».

Les difficultés d'ordre aussi bien spirituel que matériel ont aussi favorisé la réapparition du chamanisme. Celui-ci se présente sous de nouvelles formes. Mais il est indéniable que ces pratiques magico-religieuses ont offert un exutoire tout trouvé à des populations complètement désorientées par la disparition des valeurs symboliques du système soviétique ainsi que par la déliquescence du système de santé. Le nombre de chamanes s'accroît partout dans des proportions douteuses. Par contre, la pratique animiste ancestrale

se maintient de façon naturelle. Le plus souvent, les offrandes passent dans le monde des esprits par l'intermédiaire du foyer domestique ou d'un feu allumé à l'entrée d'une forêt ou au bord d'une rivière. Les enfants imitent avec une foi authentique les gestes de leurs parents : dans les villages du Kamtchatka, de Bouriatie ou de Yakoutie, un rite particulier doit être accompli chaque fois que l'un d'entre eux part avec ses parents à la chasse, à la pêche ou pour la cueillette : on accroche un ruban à une branche d'arbre et l'on jette sur le sol ou dans la rivière quelques morceaux de nourriture ou une pièce de monnaie.

La rédaction – Comment est dispensé l'enseignement ? Dans leur langue ? Ou celle-ci est-elle enseignée comme une langue étrangère ?

Boris Chichlo – Au cours des premières années de la soviétisation, des alphabets et des manuels scolaires ont été publiés dans plusieurs langues officielles grâce au travail enthousiaste de jeunes ethnologues et linguistes qui ont d'abord utilisé les caractères latins pour distinguer ces langues sans écriture du russe qu'il fallait également enseigner. Puis, avec la folie stalinienne, la «latinisation» s'est vue qualifiée d'«acte subversif bourgeois» et ses promoteurs ont eu à subir de sévères répressions. Les langues vernaculaires ont été évincées par celle des «guides de la Révolution d'Octobre», les manuels scolaires et les rares ouvrages dans les langues nationales ont disparu. Tous les écrivains sibériens, «phares de la politique nationale de l'URSS», se sont mis à publier uniquement en russe. L'éducation étant devenue obligatoire, les enfants ont été placés dans des internats, construits dans les grosses bourgades, où ils vivaient séparés de leurs parents. Ainsi s'est estompé le savoir ancestral : bientôt, les grands-parents ont cessé de pouvoir communiquer avec leurs petits-enfants. Aujourd'hui, la plupart des langues

minoritaires courent le risque de disparaître totalement : les vingt-trois langues locales actuellement enseignées à l'école sont toutes considérées comme «langues étrangères».

La rédaction – Quel est l'avenir de la renniculture ?

Boris Chichlo – Dans le domaine de la renniculture, les Tchouktches ont de tout temps été des champions de l'élevage. Cette réputation s'est maintenue jusque dans les années 1960, période durant laquelle la Tchoukotka comptait près de 600 000 rennes (soit l'équivalent du cheptel actuel des Nénetses). Trente ans après, le déclin progressif de cette activité s'est soldé par une véritable catastrophe sociale, culturelle, économique. L'alcoolisme et le suicide ont marqué ces années de désespoir. Mais depuis 2000 et l'élection, à la tête de leur arrondissement autonome, du milliardaire Roman Abramovitch qui n'a eu aucun mal à acheter les voix autochtones (il a d'ailleurs été reconduit pour un nouveau mandat par V. Poutine, en décembre 2006), le sort des éleveurs semble s'être quelque peu amélioré. Depuis cette date, en effet, le budget régional a été multiplié par cinq, le salaire moyen revalorisé et des investissements non négligeables ont été réalisés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie traditionnelle. Le nombre de rennes domestiques en Tchoukotka a bénéficié de ces progrès et est, aujourd'hui, de 200 000 environ.

Pourquoi les Nénetses, eux, ont-ils été capables non seulement de préserver leur cheptel mais encore de l'accroître ? Le «secret» m'a été dévoilé par V. Khorolia, président de l'Association internationale des renniculteurs et Nénetse lui-même. En fait, c'est sur un arrangement tacite que reposaient les relations entre son peuple et les organes de planification au sein des entreprises d'État. Les éleveurs, tout en étant

employés dans les sovkhozes, avaient le droit de posséder quelques bêtes pour leur usage personnel. A l'époque, il régnait un flou artistique sur l'importance réelle de ce cheptel privé dans la toundra de la presqu'île de Iamal. Or, elle était considérable et très largement supérieure à ce qui était autorisé. Au moment du comptage, quand il fallait réaliser le plan, et même le dépasser, les éleveurs donnaient leurs propres rennes pour remplacer ceux du sovkhoze, victimes des intempéries ou des épidémies. En échange, les responsables du sovkhoze et les dirigeants locaux fermaient les yeux sur le cheptel privé. Quand les exploitations collectives ont été démantelées, après la chute du communisme, les éleveurs n'ont plus eu besoin de ruser avec le pouvoir et se sont déclarés propriétaires de leurs propres troupeaux.

Pour ma part, je crois que le bon fonctionnement de l'élevage nénétsse repose avant tout sur le maintien du nomadisme traditionnel et sur le fait que les structures familiales ont été préservées de l'industrialisation agressive et de l'afflux de migrants arrogants que la Tchoukotka a eu à subir beaucoup plus tôt. Chez les Nénétses, le métier de renniculteur se transmettait dès la plus tendre enfance de la bouche des parents et s'apprenait par l'observation de leurs gestes et le contact direct avec la nature. Car être éleveur de rennes implique de connaître parfaitement l'environnement (la topographie, la répartition des pâturages, la flore, la faune), de savoir interpréter le comportement des animaux et lire leurs empreintes, d'être familier de la cosmologie traditionnelle. Et rien de cela ne peut s'apprendre dans les établissements d'enseignement professionnel, même si, à l'époque soviétique, ces derniers étaient considérés comme une panacée en la matière. Chez les Tchouktches, l'érosion du mode d'organisation familial qui est l'un des facteurs-clés de la renniculture avait

atteint un niveau critique bien avant la perestroïka. Un éleveur tchouktche me disait en 1991 : «Chez nous, tout a été mis en œuvre pour nous empêcher de nomadiser : les enfants nous ont été enlevés pour être placés dans des internats ; puis on a construit des logements dans les villages tout spécialement pour permettre à leurs mères de venir vivre non loin d'eux»... C'est ainsi que les nouvelles générations ont été orientées vers la vie sédentaire et l'assistanat, si bien qu'aujourd'hui elles refusent de vivre dans la toundra. Il faut savoir que chez les nomades, l'homme et la femme jouent chacun un rôle très précisément défini, tout en se complétant l'un l'autre. Mais, en Tchoukotka, de plus en plus d'éleveurs passent la majeure partie de leur vie sans leurs femmes. Le jour où je me suis retrouvé dans un *tchoum* nénétsse, au milieu des cris d'enfants et de l'agitation domestique, je me suis souvenu de la triste existence que mènent les hommes dans la toundra tchouktche. Et j'ai compris sur quoi reposait l'avenir de la renniculture...

Que doit faire l'Etat pour tous ces citoyens qui ont choisi de vivre dans un environnement tellement différent de celui que connaissent la très grande majorité de leurs compatriotes ? Avant tout, se mêler le moins possible des affaires des renniculteurs. Leur mode de vie et de production dépend surtout de la volonté de transmettre leur savoir aux futures générations et de la capacité de ces dernières à moderniser cette profession ancestrale, en l'adaptant aux conditions nouvelles de notre temps, y compris aux effets inévitables du changement climatique (le réchauffement de la planète aggrave indubitablement la situation de la renniculture en modifiant les pâturages où le lichen est progressivement remplacé par toutes sortes d'herbes et d'arbustes). L'Etat peut et doit aider les éleveurs à écouler leur production. Ils n'ont souvent d'autre mode de transport que leurs attelages de rennes, ce qui limite forcément leurs

réseaux de vente de la viande aux villes les moins éloignées. Et quand ils recourent à des moyens plus sophistiqués, comme l'hélicoptère, pour atteindre des agglomérations plus lointaines, le prix de vente de la viande devient tout à fait dissuasif, faisant la part belle aux producteurs de Nouvelle-Zélande. L'Etat doit également aider certaines minorités, comme les Tofalars ou les Evenkes à rénover leur pratique de la renniculture dans les conditions spécifiques de la taïga sibérienne. Il peut et doit aider les éleveurs à préserver l'intégrité et la qualité des pâturages qui, dans la toundra des Nénetses, par exemple, sont de plus en plus menacées par la construction de nouveaux gazoducs.

La rédaction – Pouvez-vous nous dire quelques mots du RAIPON ?

Boris Chichlo – Le RAIPON (selon l'acronyme de Russian Association of Indigenous Peoples of the North) ou Association des peuples autochtones à faibles effectifs du Nord, de Sibérie et d'Extrême-Orient de la Fédération de Russie est une organisation non gouvernementale créée le 31 mars 1990, à l'issue du 1^{er} Congrès de représentants de ces minorités, qui a eu lieu au Kremlin en présence de Mikhaïl Gorbatchev. On notera que, depuis, aucune autre réunion de l'Association

n'a été honorée par la présence d'un dirigeant du pays.

Le RAIPON est organisé en branches territoriales et ethniques et sa principale instance de décision est constituée par le Congrès qui se réunit tous les quatre ans et élit un président. Entre temps, les affaires courantes sont expédiées par le Présidium (un président et des vice-présidents) assisté par un Conseil de coordination.

Il a pour mission la protection et la défense des droits et des intérêts des peuples autochtones du grand Nord, notamment dans les domaines social, environnemental, culturel, éducatif. Il représente ces populations à la fois en Russie et dans la communauté internationale, faisant partie à un titre ou à un autre (membre permanent, à titre consultatif, d'observateur) de différentes organisations multilatérales (Conseil économique et social de l'Onu, Conseil de l'Arctique, Conseil exécutif du programme des Nations unies pour l'environnement, etc.). Il faut le reconnaître : grâce au RAIPON, le silence qui entourait ces populations a été rompu et des contacts, profitables à différents égards, ont été durablement établis *via* leurs représentants respectifs avec leurs «cousins» de l'Alaska, du Canada, du Groenland...

Annexe

Principales données relatives aux peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et d'Extrême-Orient de la Fédération de Russie (2002)

Peuple	Effectif	% de femmes	% de citoyens	% de personnes pratiquant la langue de leur groupe ethnique
Aléoutes	540	51,5	31,8	1,3
- Kamtchatka (Rg)	446	--	--	--
- dont : Koriaks (AA)	[6]	--	--	--
Alioutorètes*	12	33,3	nd	8,3
- Koriaks (AA)	5	--	--	--
Chors*	13 975	53,8	71,1	29,0
- Kemerovo (Rg)	11 554	--	--	--
- Khakassie (Rp)	1 078	--	--	--
- Altaï (Rp)	141	--	--	--
Dolganes	7 261	55,1	18,4	59,7
- Krasnoïarsk (T)	5 805	--	--	--
- dont : Taïmyr (AA)	[5 517]	--	--	--
- Yakoutie (Rp)	1 272	--	--	--
Enetses	237	48,5	21,5	23,6
- Krasnoïarsk (T)	213	--	--	--
- dont : Taïmyr (AA)	[197]	--	--	--
Esquimaux	1 750	52,3	31,8	11,3
- Tchoukotka (AA)	1 534	--	--	--
- Kamtchatka (Rg)	19	--	--	--
- dont : Koriaks (AA)	[3]	--	--	--
Evènes	19 071	57,7	32,1	24,9
- Yakoutie (Rp)	11 657	--	--	--
- Magadan (Rg)	2 527	--	--	--
- Kamtchatka (Rg)	1 779	--	--	--
- dont : Koriaks (AA)	[751]	--	--	--
- Tchoukotka (AA)	1 407	--	--	--
- Khabarovsk (T)	1 272	--	--	--
Evenkes	35 527	52,1	24,1	15,0
- Yakoutie (Rp)	18 232	--	--	--
- Krasnoïarsk (T)	4 632	--	--	--
- dont : Evenkes (AA)	[3 802]	--	--	--
- Khabarovsk (T)	4 533	--	--	--
- Bouriatie (Rp)	2 334	--	--	--
- Amour (Rg)	1 501	--	--	--
- Tchita (Rg)	1 492	--	--	--
- Irkoutsk (Rg)	1 431	--	--	--
- Sakhaline (Rg)	243	--	--	--
- Tioumen (Rg)	109	--	--	--
- Tomsk (Rg)	103	--	--	--
Ioukaguirs	1 509	52,2	45,4	16,1
- Yakoutie (Rp)	1 097	--	--	--
- Magadan (Rg)	79	--	--	--
Itelmènes	3 180	53,9	37,5	2,7
- Kamtchatka (Rg)	2 296	--	--	--
- dont : Koriaks (AA)	[1 181]	--	--	--
- Magadan (Rg)	643	--	--	--

Kamtchadales*	2 293	51,4	56,6	99,7
- Kamtchatka (Rg)	1 881			--
- dont : Koriaks (AA)	[132]	--	--	--
Kérèkes*	8	75,0	50,0	nd
- Tchoukotka (AA)	3	--	--	--
Kètes	1 494	52,3	27,2	22,3
- Krasnoïarsk (T)	1 189	--	--	--
Khantes	28 678	54,6	34,6	36,4
- Tioumen (Rg)	26 694	--	--	--
- dont : Khantes et Mansis (AA)	[17 128]	--	--	--
- dont : Nénetses de Iamal (AA)	[8 760]	--	--	--
- Tomsk (Rg)	873	--	--	--
- Komis (Rp)	88	--	--	--
Koriaks	8 743	52,1	31,6	27,1
- Kamtchatka (Rg)	7 328	--	--	--
- dont : Koriaks (AA)	[6 710]	--	--	--
- Magadan (Rg)	888	--	--	--
- Tchoukotka (AA)	55	--	--	--
Koumandinètes*	3 114	54,6	54,7	21,5
- Altaï (T)	1 663			
- Altaï (Rp)	931			
- Kemerovo (Rg)	294			
Mansis	11 432	54,8	51,8	11,5
- Tioumen (Rg)	10 561	--	--	--
- dont : Khantes et Mansis (AA)	[9 894]	--	--	--
- Sverdlovsk (Rg)	259	--	--	--
- Komis (Rp)	11	--	--	--
Nanaïs	12 160	53,7	30,4	11,4
- Khabarovsk (T)	10 993	--	--	--
- Primorié (T)	417	--	--	--
- Sakhaline (Rg)	159	--	--	--
Néguidales	567	56,1	28,9	1,6
Khabarovsk (T)	505	--	--	--
Nénetses	41 302	53,4	19,0	65,9
- Tioumen (Rg)	27 965	--	--	--
- dont : Nénetses de Iamal (AA)	[26 435]	--	--	--
- dont : Khantes et Mansis (AA)	[1 290]	--	--	--
- Arkhangelsk (Rg)	8 326	--	--	--
- dont : Nénetses (AA)	[7 754]	--	--	--
- Krasnoïarsk	3 188	--	--	--
- dont : Taïmyr (AA)	[3 054]	--	--	--
- Komis (Rp)	708	--	--	--
Nganassans	834	56,6	19,8	44,1
- Krasnoïarsk (T)	811	--	--	--
- dont : Taïmyr (AA)	[766]	--	--	--
Nivkhes	5 162	53,9	48,1	5,3
- Khabarovsk (T)	2 452	--	--	--
- Sakhaline (Rg)	2 450	--	--	--
Orotches	686	53,1	49,3	2,0
- Khabarovsk (T)	426	--	--	--

Oudéguès	1 657	52,3	25,6	4,3
- Primorié (T)	918	--	--	--
- Khabarovsk (T)	613	--	--	--
Oultas (Orokes)	346	51,4	58,1	0,9
- Sakhaline (Rg)	298	--	--	--
Oultches	2 913	53,1	19,4	1,8
- Khabarovsk (T)	2 718	--	--	--
Saames	1 991	55,7	42,8	15,2
- Mourmansk (Rg)	1 769	--	--	--
Selkoupes	4 249	52,3	18,5	25,3
- Tioumen (Rg)	1 857	--	--	--
- dont : Nénetes de Iamal (AA)	[1 797]	--	--	--
- Tomsk (Rg)	1 787	--	--	--
- Krasnoïarsk (T)	412	--	--	--
Soïotes*	2 769	49,7	9,1	94,4
- Bouriatie (Rp)	2 739	--	--	--
Taz*	276	52,5	39,8	nd
- Primorié (T)	256	--	--	--
Tchelkanètses*	855	56,0	15,8	52,4
- Altaï (Rp)	830	--	--	--
Tchouktches	15 767	52,8	21,6	27,6
- Tchoukotka (AA)	12 622	--	--	--
- Kamtchatka (Rg)	1 487	--	--	--
- dont : Koriaks (AA)	[1 412]	--	--	--
Tchoulymètses*	656	51,5	8,2	11,7
- Tomsk (Rg)	484	--	--	--
- Krasnoïarsk (T)	159	--	--	--
Tchouvantses	1 087	55,6	33,7	3,7
- Tchoukotka (AA)	951	--	--	--
- Magadan (Rg)	39	--	--	--
Télanguites*	2 399	52,0	4,8	95,9
- Altaï (Rp)	2 368	--	--	--
Téléoutes*	2 650	54,3	43,1	52,2
- Kemerovo (Rg)	2 534	--	--	--
Tofalars	837	49,7	16,5	3,8
- Irkoutsk (Rg)	723	--	--	--
Toubalars*	1 565	49,8	9,6	24,6
- Altaï (Rp)	1 533	--	--	--
Touvas de Todja*	4 442	51,5	0,1	99,1
- Touvas (Rp)	4 435	--	--	--
Vepses*	8 240	59,5	56,1	22,8
- Carélie (Rp)	4 870	--	--	--
- Leningrad (Rg)	2 019	--	--	--

Notes - AA : arrondissement autonome Rg : région Rp : république T : territoire

* Peuples reconnus en tant que minorités à partir des années 1990 (les autres le sont depuis 1925)

Source : Recensement de la population de 2002

Signalé par la rédaction

Si la littérature tchouktche a ses entrées dans le monde des livres en France, c'est grâce à l'engagement de deux «passeurs de culture», Yves Gauthier et Charles Weinstein, qui, tant comme traducteurs que comme témoins, ont prêté leur voix à ce «petit» peuple du Grand Nord.

Le représentant le plus éminent et le plus prolifique de la littérature tchouktche, Youri Rytkhèou, s'est éteint le 14 mai 2008 à Saint-Petersbourg, où il avait l'habitude de passer une partie de l'année. Né, il y a 78 ans, dans une famille de chasseurs tchouktches, il quitte tout à l'âge de 13 ans, pour réaliser le rêve de sa vie : faire des études supérieures à Leningrad. Il exerce donc toutes sortes de petits métiers pour assurer sa subsistance et payer son voyage, complète son cursus secondaire à Anadyr (chef-lieu de la Tchoukotka), avant de franchir les portes de l'université, à 18 ans tout juste. A peine deux ans plus tard, il publie ses premiers récits dans différentes revues (*Molodoï Leningrad*, *Ogoniok*, *Novy Mir*), mais ce n'est qu'en 1956, avec la parution de son premier ouvrage, *La saga tchouktche*, que commence à s'édifier sa renommée. Celle-ci ne cessera ensuite de s'amplifier, en Russie comme à l'étranger (il est traduit dans une trentaine de langues). La qualité de cette œuvre, tout entière consacrée à dépeindre l'histoire et le quotidien du peuple tchouktche, tient à l'art de l'écrivain de donner vie à son sujet en mêlant un sens aigu de la composition et un vrai pouvoir d'évocation.

Ivan Omruvié n'a écrit, pour sa part, qu'un seul ouvrage. Né en 1940 dans une famille d'éleveurs de rennes, il a effectué, quelque 15 ans plus tard, le même parcours que Rytkhèou. Mais après avoir terminé son cursus à l'université de Leningrad, il est retourné dans sa Tchoukotka natale pour y être instituteur puis, aujourd'hui, journaliste.

Valentina Veget, née en 1934, écrit dans la langue de son pays des récits, des poèmes et des chants, tout en fabriquant des objets d'artisanat à partir de peaux et fourrures de mammifères marins. Son premier roman, le seul à avoir été traduit en français jusqu'à présent, s'attache à retracer la vie d'une famille si misérable qu'elle ne peut s'offrir des peaux de rennes pour dormir, mais doit se contenter de peaux de phoques.

Youri Rytkhèou

- *Le dernier mot est à Memy*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1952
- *Ryntyn va à l'université*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1960
- *Un rêve au début du brouillard*, Pygmalion, Paris, 1978
- *Quand partent les baleines*, Publications orientalistes de France, Paris, 1983
- *Unna*, Actes Sud, Arles, 2000
- *L'étrangère aux yeux bleus*, Actes Sud (coll. Babel), Arles, 2002
- *La bible tchouktche ou le dernier chaman d'Ouelen*, Actes Sud, Arles 2003
- *Contes de la Tchoukotka*, Publications orientalistes de France, Paris, 2003
- *Le miroir de l'oubli*, Actes Sud, Arles, 2004

Ivan Omruvié

- *Eleveurs de rennes*, Editions Autrement (coll. Littératures), Paris, 2000

Valentina Veget

- *Peaux de phoque*, Editions Autrement (coll. Littératures), Paris, 1999, et Livre de poche, Paris, 2005

Yves Gauthier

- *L'exploration de la Sibérie*, Editions Autrement, Paris. 1996

Charles Weinstein

- *Arctique extrême. Les Tchouktches du détroit de Béring*, Editions Autrement (collection Monde), Paris, 1999 (épuisé)